



CHAPITRE 85

Loi concernant La Commission des écoles catholiques de Québec

[Sanctionnée le 30 juin 1972]

CHAPTER 85

An Act respecting The Catholic School Commission of Québec

[Assented to 30th June 1972]

Préam-
bule.

ATTENDU que La Commission des écoles catholiques de Québec a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est propriétaire d'une subdivision de lot du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, en la Ville de Québec, et qu'elle est assujettie à l'obligation d'utiliser l'immeuble pour y maintenir une école;

Qu'elle s'est toujours conformée à l'obligation qui lui était imposée jusqu'à ces derniers temps mais qu'elle n'a plus besoin aujourd'hui de l'immeuble et ne l'utilise plus pour des fins scolaires;

Qu'il est opportun et dans l'intérêt public de libérer la pétitionnaire de l'obligation de maintenir une école sur ce lot;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Autori-
sation
d'aliéner
un
immeu-
ble.

1. Nonobstant les dispositions du testament en date du 19 mai 1825 et du codicille en date du 20 mai 1825 de Monseigneur Joseph-Octave Plessis ainsi que celles contenues dans certains actes de transmission subséquents, La Commission des écoles catholiques de Québec est libérée de l'obligation de maintenir une école sur la subdivision numéro 1 du lot originaire 1524 du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, en la Ville de

WHEREAS The Catholic School Commission of Québec has by its petition represented:

That it is owner of a subdivision of a lot of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, in the City of Québec, and that it is subject to the obligation of using the immoveable for maintaining a school there;

That it has until recently always complied with the obligation imposed on it but it no longer needs the immoveable and no longer uses it for school purposes;

That it is expedient and in the public interest to free the petitioner from the obligation of maintaining a school on such lot;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Notwithstanding the provisions of the will dated May 19, 1825 and the codicil dated May 20, 1825 of Bishop Joseph-Octave Plessis and those contained in certain subsequent deeds of transfer, The Catholic School Commission of Québec is freed from the obligation of maintaining a school in subdivision number 1 of original lot 1524 of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, in the City of Québec, and is authorized to

Preamble.

Release
and
author-
ization to
alienate.

Québec, et est autorisée à aliéner ledit alienate the said immovable in accordance with the Education Act.
immeuble suivant les dispositions de la Loi de l'instruction publique.

Entrée en vigueur. **2.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. **2.** This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}